

Des stratégies de survie d'hier... à la récession actuelle

Laurence Fontaine

Dans l'Europe ancienne, les crises économiques étaient imprévisibles, récurrentes et elles frappaient de larges couches de la population. Partir des significations du mot pauvre et des catégories sociales qu'il recouvrait alors est un bon moyen d'aborder la question des effets de ces crises et de questionner ce que l'Histoire peut nous apprendre aujourd'hui.

Au moyen âge, le langage administratif, comme les textes littéraires, les prédicateurs ou les chroniqueurs ont distingué deux catégories : l'une fait référence aux hommes qui vivent de leur travail, les « *povres gens mécaniques et de labour* », et l'autre intègre une dimension plus subjective, la souffrance sociale des « *povres et piteables personnes* ». A la fin du 18^{ème} siècle, Condorcet définit toujours le pauvre comme « *celui qui ne possède ni biens ni mobilier [et qui] est destiné à tomber dans la misère au moindre accident* ». Ces définitions savantes rencontrent celles des hommes eux-mêmes qui se disent pauvres quand ils n'ont que leur travail pour subsister. Ceux qui sont tombés dans la pauvreté relèvent d'autres termes : indigent ou mendiant.

Ainsi, plus que définir un état, ces définitions mettent en avant le risque que certains ont de tomber dans la pauvreté. Tracer des cercles, selon la plus ou moins grande probabilité que les populations ont de la connaître, le met très bien en évidence. Au centre, on placerait les individus incapables de gagner leur vie en

raison de leurs âges, de leurs maladies ou de leurs handicaps physiques. Ils seraient entre 4 et 8 % de la population des principales villes européennes entre 15^{ème} et 18^{ème} siècle. Un second cercle engloberait ceux qui vivent de maigres salaires et d'emplois instables et qui sont affectés par la première fluctuation du prix du pain. Ils seraient 20 % environ des habitants des villes. Un troisième attraperait tous les manouvriers, presque tous les ouvriers, les petits artisans, les modestes détaillants, ceux qui vivent des nombreux petits métiers urbains ; bref, tous ceux qui sont taxés au minimum dans les villes et que les crises économiques de plus grande ampleur, ou des difficultés familiales, font descendre sous le niveau de subsistance. Avec eux, 50 à 70% des foyers citadins entrent en pauvreté. Enfin, un dernier cercle inclurait les victimes des grandes crises agricoles, des pestes et des guerres.

Historienne et sociologue, **Laurence Fontaine** est directrice de recherche au CNRS. Elle vient de publier *L'économie morale. Pauvreté, crédit et confiance dans l'Europe préindustrielle*, Ed. Gallimard, 2008.

L'endettement, signe de lien social

Ces cercles ne doivent pas masquer le fait que la coupure entre pauvreté et indigence sépare avant tout ceux qui sont entourés et ceux qui ne le sont pas ou plus. Le vagabond, dont l'Occident a peur, est le « *sans aveu* », celui qui n'a personne pour témoigner en sa faveur car il faut avoir quelqu'un qui réponde de vous pour exister socialement. N'être reconnu par personne, ne pouvoir s'avouer lié à personne est le signe absolu de l'isolement et de la mise à l'écart. L'Europe d'alors est un monde du lien social qui aide et protège. De ce fait, si l'endettement est une mesure de la pauvreté, il est aussi signe d'appartenance à des communautés sociales, car les plus démunis sont aussi les moins endettés. Ce constat pointe toutefois le danger que font courir aux individus les sociétés fondées sur le lien social : il dit qu'avec lui circule du pouvoir. Il dit que les plus fragiles sont ceux que les puissants, ou les proches, ont rejetés et que les plus menacés sont toujours, comme dans toutes les sociétés patriarcales, les femmes abandonnées par leur mari et les veuves. La surreprésentation des femmes parmi les plus démunis, que les pourcentages globaux masquent, est la conséquence de leur manque de droits ; ce manque, joint aux rôles sociaux qui leur sont dévolus et aux représentations qui les construisent, leur ferme nombre d'espaces économiques et bride leur capacité d'initiative.

Des réseaux à pouvoir entretenir

Si la pauvreté est d'abord un risque, il faut s'interroger sur les stratégies que les hommes et les femmes ont pu adopter

pour retarder les effets des crises économiques. Réfléchir aux manières dont les populations ont géré le risque d'appauvrissement fait ressortir un certain nombre de dimensions que l'on retrouve également au 21^{ème} siècle. Elles concernent l'efficacité des réseaux sociaux, le risque qu'elles affrontent, l'incertitude qui les entoure et les manières dont la place des individus dans la société influe sur leur capacité d'agir. Des réponses à ces questions dépend la plus ou moins grande capacité de chacun à organiser un présent et un futur qui l'aidera à éviter de tomber dans la pauvreté ou qui lui permettra d'en sortir.

Demandes de crédit et de délais de paiement sont toujours la première démarche. Dans l'Europe ancienne, et en l'absence d'institutions bancaires, on s'adressait à des cercles de créanciers : à la famille, aux amis, aux employeurs, aux élites politiques et enfin aux étrangers dont le métier était les affaires de finance. Chaque réseau avait ses exigences et l'analyse des pratiques montre que plus on s'éloignait de la parenté et plus les conditions demandées pour accorder un prêt, ou des délais de paiement, étaient restrictives.

Développer son capital social est alors au coeur des stratégies mises en œuvre pour lutter contre la pauvreté ou le déclassement. Elles se retrouvent dans tous les contextes et tous les milieux, mais la nature de ce capital, ses formes et ses modalités d'action sont différentes selon les sites et les groupes sociaux. Il s'agit le plus souvent d'activer les réseaux dans lesquels les familles vivent habituellement, de réactiver des liens anciens ou de se créer des liens neufs généralement en changeant de religion, mais il ne faut pas oublier que ces réseaux, quels qu'ils soient, ne sont jamais donnés, qu'il faut toujours les construire et les entretenir et que ce travail de sociabilité a un coût

financier que les plus pauvres ne peuvent pas -ou plus- assumer.

La capacité d'entreprendre

A côté de l'utilisation des réseaux sociaux et de la dette, les habitants de l'Europe préindustrielle, comme ceux des pays en développement, ont tous cherché pour minimiser les risques de tomber dans la pauvreté à s'appuyer sur la « *polyactivité* ». La multiplication des sources de revenus jouait toujours sur le double registre des activités légales et illégales et sur la possibilité ou non que ces activités développent des capacités entrepreneuriales. Ces stratégies sont difficiles à mettre en lumière dès lors que le travail partiel et occasionnel des hommes, des femmes et des enfants, alors très répandu, échappe à l'archive comme à la statistique et à la réglementation du monde contemporain.

L'accès au marché est un autre élément particulièrement important de ces stratégies de survie car il peut seul fonder des stratégies d'avancement. Mais tous n'y ont pas accès. Outre la nécessaire proximité avec une demande, il faut aussi accéder à du capital et, en outre, avoir une capacité d'initiative que l'existence d'interdits culturels ou politiques peuvent, comme on l'a déjà souligné, empêcher. Ainsi, les familles qui vivent dans la proximité d'une ville rencontrent plus d'opportunités économiques que celles qui vivent dans des campagnes enclavées. De même, la possibilité de se créer un capital de départ, si modeste soit-il, par l'emprunt ou la mise en commun des ressources, nécessite de pouvoir accéder à un surplus à travers le travail salarié, des réseaux sociaux ou déjà une entrée dans le marché.

L'accès au marché de plus en plus fermé

Dans l'ancienne Europe, nombre de familles ont mis en commun dots et héritages pour démarrer une affaire. Cette possibilité a permis à des villages entiers de vivre, à travers la migration temporaire, l'aventure entrepreneuriale. On pourrait dire qu'elle a profité à tous puisqu'elle a permis aux familles de rester vivre dans leurs villages, mais elle a développé de très grandes inégalités sociales entre les villageois. Les conditions ont changé dans l'Europe occidentale et, avec elles, le rapport à l'argent et au crédit familial. Seuls les pays non européens comme la Chine, l'Inde ou l'Amérique latine connaissent encore ces formes familiales de création d'entreprises dont il faut toutefois souligner l'ambivalence : dans ces réseaux de migrants, il ne circule pas seulement de l'aide mais également de l'exploitation. Il reste qu'aux très pauvres, l'aventure de l'entreprise est fermée car le crédit est trop cher et les gages demandés disproportionnés par rapport aux sommes prêtées.

Le marché a toujours été une ressource importante des stratégies de survie. Les habitants de l'Europe ancienne y entraient très facilement autant comme vendeurs que comme acheteurs. L'importance des activités informelles traduit d'ailleurs la permanence de la familiarité des individus avec le marché. Néanmoins, y accéder n'est plus aussi facile et les habitants du monde occidental le fréquentent surtout comme consommateurs. Si l'étude de la pauvreté dans l'Europe moderne met en relief le rôle du marché dans les stratégies de survie, elle met également en avant la progressive exclusion des plus pauvres de la plupart des marchés auxquels ils avaient traditionnellement accès. Les normes d'hygiène pour le commerce de

l'occasion et celui des denrées alimentaires qui imposent toujours plus de capital, les réorganisations urbaines, les initiatives fiscales et la concurrence constante des marchands installés ont progressivement chassé du marché les plus faibles, à commencer par les femmes et les migrants. On assiste aujourd'hui à une réappropriation du marché par les individus avec la multiplication des vide-greniers et des marchés sauvages, le succès des divers sites de ventes aux enchères sur internet et le développement du micro crédit. Et, à nouveau, les marchands ayant pignon sur rue luttent contre ces volontés de réappropriations du marché.

L'éclatement des familles pauvres

En plus de la polyactivité, à côté des investissements dans le capital social et à côté également de complexes stratégies d'épargne, les familles ont souvent été obligées de jouer sur leur taille avec l'abandon d'enfants, avec l'habitude de les confier à l'hôpital ou à d'autres familles quand ils coûtent cher à nourrir et n'ont pas encore une force de travail utilisable à offrir. Dans les régions pauvres, les familles envoyaient leurs enfants entre sept et douze ans mendier, ou les confiaient à des entrepreneurs de main d'œuvre infantile, comme les ramoneurs, voire les laissaient à l'hôpital – et chaque région avait ses habitudes en matière d'hôpital – sachant qu'ils y seraient recueillis et mis en apprentissage ce qui, tout compte fait, leur ouvrirait un meilleur futur professionnel. Ces pratiques, tout comme la migration, sont possiblement des formes de destruction de la famille, car cette dernière se prive des membres qui partent, quand ceux-ci décident de ne

pas revenir et elle se prive aussi de sa descendance, quand les enfants sont mis ou se mettent à l'écart.

Comment ces nouvelles expériences et ces formes changeantes de la famille font-elles évoluer les rôles sociaux et les attentes ? Comment transforment-elles la culture familiale et celle des individus ? Ce sont alors des questions essentielles qui se posent. De fait, les familles sont prises dans une double logique. Pour résister à la crise, il leur faut mettre en commun les revenus des enfants avec ceux des parents, mais aussi ceux d'individus n'appartenant pas à la parenté en s'adjoignant, par exemple, des voisins ou d'autres personnes. Mais ces économies d'échelle, qui diversifient les responsabilités économiques dans les familles, ont aussi pour conséquence de laisser plus de place à une possible expression des stratégies proprement individuelles. Là où l'homme a la charge de faire vivre sa famille, le travail des femmes et des enfants et la pluriactivité transforment les rôles sociaux et permettent un contrôle plus grand de chacun sur ses propres revenus.

En fin de compte, ces stratégies individuelles, si elles ne sont pas canalisées et réprimées, poussent à l'éclatement des familles et au départ des mieux armés pour gagner leur vie. Les garde-fous contre ces forces centripètes viennent d'obligations culturellement construites et socialement imposées.

Le prix payé pendant les crises

L'analyse des stratégies de survie mises en œuvre par les habitants de l'Europe d'avant la mise en place des filets de sécurité sociaux prend tout son sens, me semble-t-il, par rapport à la question de

Des stratégies de survie d'hier... à la récession actuelle

23

départ, celle de la définition de la pauvreté. L'inégalité observée face aux stratégies de survie plaide pour une définition de la pauvreté qui ne se contente pas de penser en termes monétaires, en déficit économique, mais qui prenne en compte la diversité des individus, de leurs aspirations et surtout

de leur capacité d'action. En ce sens, seule une analyse conduite en termes de « *capabilités* », pour suivre les analyses d'Amartya Sen, peut calculer le prix que les individus payent dans les crises économiques du fait de leur marginalisation politique, juridique et sociale, comme de leurs handicaps physiques. ■